

## Nouveau suicide à France-Télécom

### A bas le régime social qui engendre de pareilles horreurs !

Ce n'est pas au Kurdistan, ni en Tunisie ou en Algérie que ça s'est passé, mais à Mérignac, non loin de Bordeaux, en France. Ce n'était pas un chômeur, mais un salarié qui n'en pouvait plus de subir des conditions de travail de plus en plus insupportable. Le 26 avril, un employé de France-Télécom âgé de 57 ans s'est suicidé sur le parking de son lieu de travail en s'immolant par le feu. La violence de ce suicide est le reflet de la violence du management, de la dégradation des conditions de travail, des suppressions de postes et des pressions hiérarchiques. Le suicide par immolation par le feu est encore trop souvent l'échappatoire de jeunes femmes du Kurdistan et d'Afghanistan face à une vie faite de violences, de mariages forcés et d'oppression indescriptible. En décembre dernier, à Sidi Bouzid, c'est ainsi que Mohamed Bouazizi, un jeune chômeur a mis fin à ses jours après que les flics, en lui confisquant les quelques marchandises qu'il vendait pour survivre, lui ont retiré le pain de la bouche. Ensuite, c'est ainsi qu'en Algérie plusieurs jeunes condamnés au chômage et à la misère se sont tués. Et



maintenant, c'est un salarié de France qui en se tuant par immolation par le feu montre à quel point la vie qu'on nous impose est devenue insupportable.

« *Il n'y a pas de suicide, il n'y a que des meurtres* » disait Elsa Triolet. Le suicide est toujours l'expression d'une souffrance, souffrance imposée par l'oppression machiste pour ces jeunes femmes du Kurdistan et d'Afghanistan, souffrance de la misère et du chômage pour ces jeunes de Tunisie et d'Algérie, souffrance de l'organisation actuelle du travail pour l'agent de France-Télécom, bref souffrances imposées par l'ordre actuel du monde, un ordre qui écrase chaque jour des millions et des millions d'êtres humains pour le profit d'une infime minorité. Et du Kurdistan à l'Aquitaine, en passant par le Maghreb, le suicide par immolation par le feu indique à quel point cette souffrance est intense.

La souffrance au travail et les suicides qui en sont la conséquence, ne sont malheureusement pas un phénomène nouveau. On estime, en France, que deux salariés se suicident chaque jour sur leur lieu de travail. France Télécom, EDF, l'ONF, Peugeot-Mulhouse, le technocentre de Renault et tant d'autres entreprises et secteurs d'activité, où l'intensification de la charge de travail, les pressions des chefs, les tentatives patronales de briser toute solidarité ouvrière, le stress, bref l'organisation actuelle de l'exploitation capitaliste, ont poussé tant de travailleuses et de travailleurs au suicide. Et malgré les discours des patrons pour faire croire que ces suicides n'avaient rien à voir avec les conditions de travail, cela apparaît tellement clair que même les tribunaux et la jurisprudence ont fini par reconnaître bien des suicides et tentatives de suicide comme des accidents de travail.

### Il faut changer ce monde !

Partout dans le monde, la société capitaliste est invivable pour des millions et des millions d'êtres humains.

Comment qualifier ce système qui compte des millions de chômeurs tandis que des machines destinées à subvenir aux besoins humains restent inutilisées ? Des centaines de millions d'hommes et de femmes dorment affamés alors que le système détruit des tonnes de nourriture pour empêcher la baisse des profits. Tandis que les personnes âgées et les malades ont besoin d'assistance et de soins particuliers, des hôpitaux sont fermés selon des critères de rentabilité. Les vitrines et les étalages des magasins sont remplis d'articles, mais des centaines de millions d'êtres humains n'ont pas la possibilité d'acheter ce qui se trouve derrière les vitrines. Comment qualifier un monde qui dispose de toutes les richesses nécessaires aux besoins de l'humanité, mais où la majorité des gens sont privés du minimum vital ? Comment décrire un monde où des êtres humains sont expulsés parce qu'ils n'ont pas la bonne carte d'identité, discriminés parce qu'ils n'ont pas la bonne couleur de peau ou parce que ce sont des femmes ? **Quel système pourri ! Cette société n'est pas humaine !**

Il faut en finir avec cette vie faite d'oppression, de misère et de souffrances, briser les chaînes de l'exploitation. Pour permettre à chaque être humain de jouir d'une vie décente, il faut arracher les moyens de production à ceux qui les possèdent, réorganiser la production afin de satisfaire les besoins de toutes et de tous et non plus les profits d'une infime minorité. Cela ne peut se gagner lors d'élections, mais signifie briser, par l'insurrection, l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, bref la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, première étape de l'instauration du socialisme.

**Vive la révolution ! Vive le socialisme !**

**Sommaire** | Nouveau suicide à France Télécom p 1. | La lutte en Irak p 2. | Continental-Claixoix, L'école primaire maltraitée, Hypocrisie gouvernementale 3. | Solidarité contre la répression en Iran p 4.

Pour recevoir régulièrement notre bulletin en PDF, écrivez nous à : [contact@communisme-ouvrier.info](mailto:contact@communisme-ouvrier.info)

Voilà la réalité du monde du travail aujourd'hui. Alors que des millions de travailleuses et de travailleurs crèvent du chômage et des licenciements, sur les chantiers, dans les ateliers et les bureaux, on crève de la surcharge de travail, des cadences toujours plus infernales, et des pressions des chefs et de la hiérarchie. D'ailleurs, si tout indique cette intensification de la souffrance au travail, l'âge de la retraite a été repoussée, rendant la perspective même de la retraite de plus en plus virtuelle et inaccessible pour un nombre toujours plus grand de travailleurs salariés. Les profits augmentent, les grands actionnaires et grands bourgeois annoncent des fortunes mirobolantes, alors que les salaires ne suffisent plus à des millions d'ouvriers et d'employés pour boucler les fins de mois. Des milliers de postes sont supprimés, pour faire des économies, dans l'éducation, les hôpitaux et ailleurs, mais le gouvernement trouve sans problème de quoi financer ses campagnes militaires en Afghanistan, en Libye ou en Côte d'Ivoire. Et si l'humanité a connu, ces cent dernières années, de formidables progrès technologiques et scientifiques, la majorité du genre humain continue à vivre dans la plus noire des misères.

Voilà le monde d'aujourd'hui, un monde capitaliste qui, comme le disait Mansoor Hekmat, « est un monde à l'envers ». Nous ne sommes plus au Moyen-âge. Nous disposons très largement de quoi nourrir toute l'humanité, et pourtant des êtres humains souffrent de la faim. Nous avons les connaissances scientifiques et les moyens techniques pour offrir un système de soin qui pourrait éradiquer des maladies comme la tuberculose ou le choléra, offrir une éducation de qualité à chaque enfant, des logements décents avec l'eau potable et l'électricité à chaque être humain, améliorer les conditions de travail et réduire le temps de travail jusqu'à l'abolition du chômage, bref, tout est là pour offrir à chaque être humain de quoi vivre décemment, d'avoir une vie digne du XXIème siècle.

Rosa Luxemburg écrivait « D'ordinaire un cadavre est quelque chose de muet et de peu remarquable. Mais il en est qui crient plus fort que des trompettes et éclairent plus que des flambeaux. » Ce fut le cas à Sidi Bouzid, puis dans toute la Tunisie, où la population pauvre s'est reconnue dans les souffrances et la mort du jeune Mohamed Bouazizi, et passant de la tristesse à la colère, cette colère a fini par renverser la dictature de Ben Ali. Il devrait en être de même pour les corps de celles et ceux qui, au nord de la Méditerranée, se suicident au travail tant l'exploitation devient insupportable, et allant, comme ce travailleur de France-Télécom le 26 avril jusqu'à s'immoler par le feu. Ces morts sont une condamnation sans appel du régime actuel. A bas l'infâme régime social qui engendre de pareilles horreurs !

■ Initiative Communiste-Ouvrière, 1 Mai 2011

### Qui sommes nous ?

Le communisme-ouvrier, c'est le mouvement de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste et pour la libération de l'humanité de toute forme d'oppression. C'est une société sans classes, c'est l'abolition du salariat, la propriété commune des moyens de production, l'égalité et la liberté. C'est une société qui applique réellement le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Le communisme, ce n'est ni l'indépendance nationale, ni l'étatisation de l'économie, ni la nostalgie de l'URSS, de la Chine ou de toute autre dictature soi-disant socialiste, ni le soutien à n'importe quel réactionnaire sous prétexte qu'il est anti-impérialiste.

Dans les luttes sociales, contre l'exploitation capitaliste, contre le sexisme, contre le racisme, contre le nationalisme, contre l'intégrisme, contre le totalitarisme, contre toute forme d'oppression et les discriminations, les communistes sont là, pour préparer la révolution et le véritable changement social.

## Irak : La lutte continue !

Dans le dernier numéro de notre bulletin, nous avons publié un texte de notre camarade Yanar Mohammed, militante du Parti Communiste-Ouvrier d'Irak à Bagdad et responsable de l'Organisation pour la Liberté des Femmes en Irak, concernant l'arrestation d'Alaa Nabil, un des organisateurs des manifestations Place Tahir à Bagdad. Le 13 avril, c'est Firas Ali, un autre militant, qui a été arrêté par les forces armées irakiennes. Dans le nord, au Kurdistan, ce sont les forces armées des partis nationalistes kurdes qui réprime, comme le 18 avril à Souleimaniye, où elles ont ouvert le feu contre les manifestant(e)s, causant 81 blessé(e)s, dont neuf par balles. La population, tant au Kurdistan que dans le reste de l'Irak, n'en continue pas moins de protester contre le chômage, la misère et la corruption et pour la liberté.



### Firas Ali a été libéré !

Après presque deux semaines de détention, Firas Ali a été libéré de la prison de Muthanna, dans la soirée du lundi 25 avril.

Les forces armées irakiennes avaient arrêté Firas Ali le 13 avril sans présenter de mandat d'arrêt, après un raid sur la salle où il était en réunion avec d'autres membres du Groupe du 25 Février, qui planifiait la manifestation pacifique sur la place Tahir.

Firas avait été vu avec des blessures et un gonflement du visage pendant sa détention par d'autres manifestants arrêtés le 14 avril.

Depuis l'arrestation d'Alaa Nabil, le lieu de rencontre du groupe de jeunes au local de la FWCUI et de l'OWFI était surveillé par la police et les services de renseignement, et les organisateurs des manifestations étaient sous étroite surveillance, à la fois au siège et pendant les manifestations place Tahir.

L'OWFI et la FWCUI tiennent à remercier toutes les organisations qui se sont associées à la campagne pour la libération d'Alaa Nabil et de Firas Ali. Vos lettres et fax ont fait pression sur les autorités pour libérer ces deux jeunes militants.

Votre solidarité ne permettra pas aux autorités de transformer l'Irak en un État policier.

Nous ne permettrons pas un autre dictateur de l'emporter en Irak.

■ Organisation pour la Liberté des Femmes en Irak (OWFI) - Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak (FWCUI)

Infos régulières en français sur l'Irak : <http://www.solidariteirak.org/>

## Continental–Clairoix : Face aux patrons- vous et à la répression

Le 3 mai 2011, notre camarade Xavier Mathieu est convoqué devant le tribunal correctionnel de Compiègne pour avoir refusé de se soumettre à un test de fichage ADN. Le Comité de lutte et l'intersyndicale de Continental-Clairoix, avec l'ensemble du personnel, qui appellent à une manifestation à 11 heures à la Gare de Compiègne, rappellent dans leur communiqué : « Cette nouvelle procédure est la suite des poursuites que le gouvernement avait engagées contre 7 travailleurs de Continental, suite à la manifestation d'avril 2009 à la sous-préfecture de Compiègne. (...) Finalement la Cour d'Appel d'Amiens a annulé les condamnations prononcées par le tribunal correctionnel de Compiègne sur réquisition du parquet et a transformé le tout en simple amende. De même les demandes d'indemnités extravagantes demandées ont été ramenées, pour le principe, à quelques centaines d'euros. (...) Et lorsqu'ensuite notre camarade Xavier Mathieu a refusé, au nom de ses droits et de sa liberté individuelle, que l'on prélève son ADN, en l'assimilant ainsi à un auteur de crime, le procureur avait décidé de classer cette affaire. Il faut dire qu'on était en pleine mobilisation. Mais, quelques mois plus tard voilà que le dossier est ressorti avec convocation au tribunal avec en ligne de mire un risque de condamnation. En clair le gouvernement, qui donne ses instructions aux procureurs, voudrait montrer qu'il est toujours obstiné à essayer par ce biais d'obtenir une condamnation pouvant aller jusqu'à un an de prison contre le représentant des salariés qui ont eu le courage de relever la tête. »

Fin mars, la direction du groupe a provoqué l'indignation des ouvriers en leur proposant comme « reclassement » des postes dans une usine en Tunisie payés... 137 euros par mois ! Les travailleurs de Continental ont donc décidé de réexaminer la procédure de licenciement économique, et 520 salariés ont déposé un dossier aux prud'hommes pour contester leur licenciement.



## L'école primaire de plus en plus malmenée

Le gouvernement avait reporté les annonces de carte scolaire à après les cantonales. Pour ce qui concerne la seule école primaire, ce sont 8 967 enseignants et 1500 classes en moins à la rentrée prochaine, alors que le nombre d'élèves va y augmenter de 5000.

A Angers, l'Education Nationale devra déboursier 450 000 € pour sa gestion des précaires: les prud'hommes y ont condamné l'employeur public à payer 14000 € à 28 Emplois Vie Scolaire (EVS), personnels aidant dans les écoles, pour absence de formation au cours de leur contrat, requalification en contrat à durée indéterminée et licenciement abusif.

■ Stéphane Julien

## Solidarité ouvrière : Blog de l'Initiative Communiste-Ouvrière

Pour suivre l'actualité des luttes de la classe ouvrière dans le monde, des combats des femmes pour l'égalité, des révoltes pour les droits humains, face à la répression, l'Initiative Communiste-Ouvrière a lancé un blog auquel il est possible de contribuer : <http://communismeouvrier.wordpress.com/>

## Hypocrisie gouvernementale

*Extrait d'un article publié sur le site de l'Initiative Communiste-Ouvrière le 12 avril 2011.*

En tant que communistes, partisans de l'égalité et de la liberté inconditionnelles des femmes, nous sommes contre les niqabs, burqas, tchadors et autres prisons de tissus qui visent à enfermer les femmes et à les exclure de l'espace public. Tout(e) communiste, tout(e) militant(e) des droits des femmes et des droits humains, ne peut qu'être opposé(e) à ces symboles d'oppression, qui ne sont pas seulement la marque d'un obscurantisme religieux, mais avant tout la matérialisation de l'apartheid sexiste. Le niqab ou la burqa signifie que la femme ne peut que se montrer à ses propriétaires, père, frères, ou mari, et qu'en dehors de ce cercle restreint elle n'a pas le droit à l'existence, elle doit être cachée, masquée, niée.

Cela étant dit nous ne pouvons que dénoncer l'hypocrisie de la loi sur l'interdiction du niqab mise en application le lundi 11 avril. (...)

Si le gouvernement s'intéressait réellement aux droits des femmes immigrées et étrangères, la première, la plus urgente des mesures, ce serait déjà d'abroger les dispositions des lois relatives à l'immigration qui font que, pendant cinq ans, une femme étrangère mariée à un français et victime de violences conjugales risque, si elle fuit les violences, d'être victime d'une obligation à quitter le territoire et d'être expulsée. Récemment, une jeune femme étrangère, mariée depuis un an avec un français, a pris contact avec ICAHK, Campagne Internationale Contre les Crimes d'Honneur. Son histoire est celle de milliers de femmes étrangères vivant en France. Un mariage avec un français, le rêve d'une vie pleine d'amour, de pouvoir faire une formation, de travailler dans ce qui est parfois encore présenté comme « la patrie des droits de l'homme ». Une fois arrivée en France, le rêve se transforme en cauchemar : les coups, la réclusion à domicile, les violences et les humiliations quotidiennes, jusqu'au jour où, un coup de trop la pousse à fuir. Elle est maintenant sous le coup d'une OQTF (Obligation à Quitter le Territoire Français), vivant dans la crainte d'être expulsée dans un pays où, divorcée, elle sera rejetée par sa famille pour qui une femme divorcée est une honte. Et on pourrait ajouter celles qui, dans les pays où les femmes sont soumises à ce totalitarisme de « l'honneur familial », l'expulsion après un divorce peut être synonyme de crime d'honneur ou de mariage forcé rapide. Voilà donc comment le gouvernement français traite les femmes étrangères victimes de violences conjugales... et il faudrait croire qu'un Sarkozy, en promulguant une loi interdisant le niqab sur la voie publique, se préoccuperait des droits des femmes ?

Quand aux épouses d'étrangers, elles n'ont accès qu'à un titre de séjour temporaire de deux ans, titre qui peut être supprimé en cas de séparation. Voilà encore une mesure qui renforce le pouvoir des hommes sur les femmes et précarise les femmes étrangères. De plus, bien des femmes étrangères, mariées à l'étranger, subissent, en France, les mesures discriminatoires des codes de la famille des pays d'origine.

Les restrictions du droit d'asile, un droit qui n'est de plus en plus que virtuel en France, touchent bien sûr aussi les femmes. Qu'en est-il du droit d'asile pour celles qui fuient un mariage forcé, l'excision de leurs fillettes, les réseaux de prostitution, les crimes d'honneur ou les discriminations et violences quotidiennes dans des pays où l'oppression des femmes est inscrite dans la loi ou dans ceux où elles n'ont aucune protection réelle face aux violences machistes ? (...) Si un gouvernement s'intéressait un tant soit peu au droit des femmes, et en particulier des femmes étrangères, une des premières mesures serait d'assurer le droit d'asile pour toutes celles qui sont persécutées parce que nées femmes.

■ Camille Boudjak

# Solidarité contre la répression en Iran



**LIBEREZ**  
**Mansoor Ossanlou**  
//free-them-now.blogspot.com



**LIBEREZ**  
**Ebrahim Madadi**  
//free-them-now.blogspot.com



**LIBEREZ LE SYNDICALISTE**  
**Reza Shahabi!**  
<http://free-them-now.blogspot.com>



**LIBEREZ**  
**Reza Rakhshan**  
//free-them-now.blogspot.com



**LIBEREZ**  
**Behnam**



**Gholamrez**  
**Gholamhosseini**



**LIBEREZ**  
**Shirkoo Moarefi**

Alors que les protestations ouvrières se développent en Iran, comme au complexe pétrochimique Imam Khomeiny au sud du Khuzestan, le régime de la République Islamique continue de réprimer les opposant (e)s et en particulier les militants ouvriers.

Plusieurs travailleurs sont actuellement emprisonnés pour avoir défendu leurs droits en organisant les ouvriers de leurs entreprises.

Voilà quelques exemples de militants ouvriers et syndicalistes actuellement détenus en Iran :

**Mansoor Ossanlou** : Président du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus de Téhéran et Banlieue, il a été arrêté il y a quatre ans et demi par les services de renseignements de la République Islamique et condamné à cinq ans de prison. Il a été rejugé le 1 août 2010 pour « contacts téléphoniques en prison avec des contre-révolutionnaire » et condamné à un an de prison supplémentaire. Malade du coeur, du dos et des yeux, la commission des médecins ont déclaré qu'il devait sortir de prison pour être hospitalisé. Il est toujours détenu à la prison de Karaj.

**Ebrahim Madadi** : Président-adjoint du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus de Téhéran et Banlieue, il a été arrêté le 27 décembre 2008, il a été condamné pour « atteinte à la sécurité nationale » à trois ans et demi de prison. Il est actuellement détenu à la prison Evin de Téhéran.

**Reza Shahabi** : Membre du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus de Téhéran et Banlieue, il est emprisonné le 12 juin 2010 à la section 209 de la prison Evin. Il aurait dû être libéré sous caution de 60 millions de tomans (environ 60.000 euros), mais sa libération a ensuite été refusé.

**Reza Rakhshan** : Président du Syndicat des travailleurs de la canne à sucre de Haft-Tapeh, il a été arrêté le 24 décembre 2010. Il avait déjà fait six mois de prison pour « mensonges ».

**Behnam Ebrahimzadeh** : Ouvrier plasturgiste dans une usine de la banlieue de Téhéran, militant ouvrier et des droits des enfants, fondateur de l'Association des Enfants Travailleurs des Rues, il a été arrêté le 12 juin 2010. Il devait être libéré sous caution de 100 millions de tomans (environ 100.000 euros), sa libération a été refusée sous prétexte que ses parents n'habitent pas à Téhéran, mais au Kurdistan. Suite aux tortures subies, il est handicapé de l'oreille gauche. Accusé de relations avec les Moudjahdins, ce qu'il a toujours nié, il a été condamné à 20 ans de prison et à 10 ans d'interdiction d'activités sociales. Il est actuellement détenu à la section 350 de la prison Evin. Il avait déjà été arrêté le 1er Mai 2009 pour avoir participé à la manifestation Parc Laleh à Téhéran et avait fait un mois de prison. Sa famille a constitué un comité de soutien qui appelle les ouvriers, les étudiants, enseignants, etc. à se mobiliser pour sa libération.

**Gholamreza Gholamhosseini** : Membre du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus de Téhéran et Banlieue, il a été arrêté le 3 novembre 2010 à Karaj dans un cybercafé, il a été battu par les agents des forces de répression lors de son arrestation. Il est actuellement détenu à Karaj.

En plus, le régime de la République Islamique s'apprête à exécuter le jour du 1er Mai, le prisonnier politique kurde Bahman (Shirko) Maarefi. Arrêté en 2007, il a été condamné à mort pour « Mohareb » (ennemi de Dieu), et son exécution est planifiée pour le 1er mai 2011.

Face au régime de terreur de la République Islamique contre les opposants et les militants ouvriers, la solidarité internationale est plus que jamais nécessaire. Il appartient à tous les militants et militantes syndicalistes de manifester leur solidarité pour la libération de tous les syndicalistes et prisonniers politiques et l'abolition de la peine de mort en Iran comme ailleurs.

■ Yadi Kohi

## République Islamique d'Iran hors de l'OIT !

Le 1 juin 2011 s'ouvre, comme chaque année, le sommet de l'Organisation Internationale du Travail à Genève. Le régime iranien doit être exclu de l'OIT pour ses persécutions contre les travailleurs, sa violation des droits fondamentaux des travailleurs et sa barbare répression contre le peuple en Iran. comme les tirs, l'emprisonnement et les viols à l'encontre de manifestants pacifiques lors des récentes manifestations de masse ; les nombreuses et régulières exécutions (faisant de l'Iran le pays record pour les exécutions par nombre d'habitants) ; la lapidation de femmes et d'hommes pour relations sexuelles hors du mariage ; l'exécution de

délinquants mineurs ; l'exécution de gays pour relations homosexuelles ; l'instauration d'un système d'apartheid sexuel et de discriminations législatives flagrantes contre les femmes, etc.

Une revendication immédiate du peuple iranien à la communauté internationale est l'exclusion de la République Islamique de toutes les organisations internationales. Ce serait là un des premiers actes de solidarité avec la lutte du peuple d'Iran.

**La légitimité de l'OIT ne doit pas être donnée à ceux qui persécutent les travailleurs !**